

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES À ORAN

Le forcing de l'administration

Les préparatifs pour la prochaine présidentielle d'avril 2009 battent déjà leur plein à Oran, où depuis plusieurs semaines l'administration locale fait le forcing pour assainir le fichier électoral.

831 brigades ont été créées, mobilisant quasiment l'ensemble des personnels féminins de la police, de la DAS, et d'autres secteurs de l'administration, pour sillonner l'ensemble des nouvelles zones d'habitation et cités qui ont vu le jour après le dernier scrutin des élec-

tions locales.

Ces quatre dernières années à Oran, ce sont plus de 52 000 logements qui ont été attribués et donc une population très importante qui a été déplacée et qui doit, par conséquent, se réinscrire au niveau de ces nouvelles APC ou secteurs urbains.

D'ailleurs les brigades ont jusqu'ici, «visité» quelque 95 259 ménages, avons-nous appris lors du briefing hebdomadaire de la wilaya d'Oran.

Il s'agit dans cette opération d'inciter les électeurs à effectuer les démarches pour pouvoir voter et, dans le même temps, de vérifier l'occupation des logements attribués. Mais c'est surtout le spectre de l'abstention qui

est redouté de toutes parts. Le wali d'Oran n'a de cesse de marteler aux présidents d'APC de tout faire pour faciliter l'octroi et l'établissement des cartes d'identité et des cartes d'électeur. Une aubaine peut-être pour les citoyens qui, en temps normal, attendent des mois pour obtenir leur carte d'identité. Cette crainte d'une abstention record est justifiée par le chiffre «officiel» des 555 841

électeurs à Oran qui n'ont pas voté lors des dernières élections locales. Mais ce que ne semblent pas avoir encore compris les autorités locales et même centrales, ce n'est pas la visite d'employés de l'administration qui va pousser ou convaincre les Algériens en âge de voter d'aller accomplir «leur devoir électoral».

D'ores et déjà, du côté de la population, l'on sent un

profond désintéressement pour ces élections que beaucoup voient comme une formalité puisque tout est déjà fait et décidé», entend-on toujours.

Des jeunes que nous avons rencontrés raillaient cette image d'un président qui se présente «à la demande du peuple», et l'un d'entre eux de lâcher : «Khalouna n' hargou !...».

Fayçal M.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le premier incubateur d'entreprise opérationnel à Annaba

En plus d'un séminaire à Annaba sur des questions économiques intéressant les Petites et Moyennes entreprises, le ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat (M/PMEA) et son partenaire allemand GTZ ont présidé deux journées d'étude, sans s'accorder un quelconque répit.

En décidant de mettre en place, pour la première fois, en Algérie «une pépinière d'entreprises» ou «incubateur d'entreprises» à Annaba, ces deux partenaires passent à une autre étape de leur offensive contre le chômage. Ainsi, après la sensibilisation des commissaires aux comptes, représentants de cabinets conseil en management et des chefs d'entreprise sur la nécessité de participer d'une manière plus accrue au développement économique local, ils se sont, une nouvelle fois, redéployés sur le terrain. Cette fois, ce sont les porteurs de projets créateurs d'entreprise qui les intéressent. Ils les ont réunis hier et ce pour deux jours à la Chambre de

commerce et d'industrie Seybouse.

Cette démarche, allant dans le sens du développement et de la croissance exponentielle se veut être la continuité du programme commun du M/PMEA et de GTZ d'assistance et d'accompagnement des PME. C'est, en tous les cas, l'ambition que les représentants de ces deux institutions ont laissé paraître avec l'opération «incubateur d'entreprises». Il s'agit, selon M. Belkheir Hamel, directeur de la PME de Annaba «d'un sérieux coup d'accélérateur pour préparer l'après-pétrole». La volonté de créer le plus grand nombre d'entreprises est visible. Elle est reflétée par la position du M/PMEA et par GTZ au titre

d'organismes facilitateurs et d'appui à l'entrepreneuriat. Dans leurs communications, ces deux co-organisateurs ont souligné leur disponibilité d'accompagner, orienter, former, assister tout porteur de projet. C'étaient les maîtres mots utilisés lors de leurs interventions respectives. Pour bien maîtriser l'opération, le M/PMEA a sollicité l'apport d'autres partenaires et organismes à l'image des CCI, Banques, Ansej, Andi, Angem, Cnac, les organismes professionnels et patronaux, la direction de la recherche appliquée du groupe Sider et l'Université. Selon les mêmes intervenants, l'incubateur d'entreprises est une opération locale en faveur de l'emploi. Sans critères limitatifs, elle ressort du cadre traditionnel jusqu'ici appliqué. De gros moyens ont été mobilisés telle la mise à disposition, durant une période de 2 à 5 ans, de locaux, équipements bureautiques et infor-

matiques, accompagnement des créateurs d'entreprises dans leur démarche et prospection de marché. La participation des universitaires ainsi que la formation professionnelle entre dans la stratégie des initiateurs. Ces deux structures seront sollicitées pour l'identification des bassins d'emploi, via les diplômes délivrés aux futurs porteurs de projet. Telle devrait être l'interprétation à accorder aux objectifs fixés à l'incubateur d'entreprises à savoir : développer une synergie avec l'environnement de l'entrepreneuriat, participer à l'animation économique dans le lieu d'implantation, favoriser l'émergence de projets innovants, apporter un soutien aux nouveaux créateurs d'entreprises, pérenniser les entreprises accompagnées. Ce nouveau dispositif, créé par le M/PMEA, a prévu un agrément. Il sera délivré par une commission composée de facilitateurs à

tout jeune déclaré éligible à créer son entreprise. Mais quelle sera la position des banques, incontournables sur la question des crédits (nerf de la guerre) que ne manqueront pas de demander les intéressés ? Dans le cadre de l'incubateur, s'agit-il d'appliquer la même procédure de financement que celle arrêtée pour les candidats au dispositif Ansej et Cnac ? La documentation reste muette sur cet aspect le plus important. Il est à l'origine de bien des déboires pour ceux ayant tenté leur chance dans le cadre des dispositifs lancés par ces deux dernières institutions. A Oran, dans les prochains jours, pour matérialiser le même type d'opération, les initiateurs de ce projet incubateur seront appelés à répondre à cette importante question dont dépendent la réussite ou l'échec de l'incubateur des entreprises.

A. Djabali